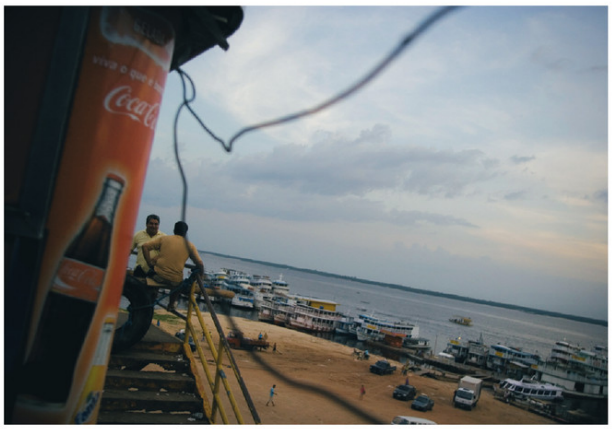
Le business de la « forêt verte » en Amazonie

Ces images du port de Manaus et de la forêt d'Itacoatiara sont extraites du reportage que le photographe Pierre Mérimée a réalisé dans l'Etat d'Amazonas en 2007

Le 1er août, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a signé un décret créant le Fonds amazonien, destiné à financer des mesures pour lutter contre la déforestation et promouvoir des activités forestières durables. De leurs côtés, des entreprises privées disent s'intéresser au « sauvetage de la planète ». Néanmoins, en observant ce qui se passe dans l'Etat d'Amazonas, peut-on compter sur elles pour soustraire l'Amazonie à une destruction massive ?



PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
JACQUES DENIS *

C'EST une clairière au milieu de l'immense forêt brésilienne. A quelques centaines de mètres, le fleuve Solimões entame sa longue décrue. En ce mois d'avril, le sol est encore humide ; les moustiques voraces. Un arbre abattu annonce une scierie à ciel ouvert. *« On marque les troncs dès que leur diamètre atteint vingt-cinq centimètres,* indique Antonio, un bûcheron à la cinquantaine robuste, qui vit sur l'autre rive, à Assumpção. *A partir de cinquante centimètres, certains seront coupés. Pas plus de trois dans une zone délimitée d'un hectare, tous les vingt-cinq ans. »*

Non loin, une scie circulaire débite les grumes – le *mulatero*, très prisé pour fabriquer les lits, et le *coração de negro*, un bois brun à la mode – en planches calibrées. Pour M. Jean-François Kibler, économiste français détaché par le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), *« il faut diversifier la demande pour respecter la diversité des espèces ».* Depuis plus de deux ans, M. Kibler est l'un des deux coordinateurs du projet Floresta Viva, lancé par cette association française de solidarité et de coopération internationale dans l'Etat brésilien d'Amazonas (1). Mené en collaboration avec les pouvoirs publics locaux, ce projet entend associer *« les populations locales à des plans de gestion à petite échelle d'exploitations durables ».*

Une démarche semblable se retrouve à Assumpção, à une heure et demie de bateau de Tefé, un centre urbain lui-même situé à une heure d'avion de Manaus. Là, vit une communauté d'une vingtaine d'habitations qui borde la zone protégée de Mamirauá, la première unité de conservation naturelle créée dans l'Etat d'Amazonas en 1996, en s'inspirant des travaux de José Márcio Correa Ayres. Selon ce biologiste écologiste, on peut imaginer une exploitation non prédatrice des forêts en développant *« une présence humaine dans le cadre d'une exploitation durable* (2) *».*

La tâche semble démesurée : cadastre lacunaire, conflits fonciers, licences d'exploitation non délivrées... Qu'importe, il faut *« travailler pour croître »* annonce le slogan inscrit au-dessus de l'école servant de salle de réunion à Assumpção. Les responsables et les membres les plus impliqués de cette communauté de *ribeirinhos*, ces populations métissées qui peuplent les rives du fleuve, font part de leurs préoccupations : préservation du cadre de vie, optimisation de la production, amélioration de la scolarité... Leurs revendications renvoient à la politique de préservation mise en place par Manaus. Trois fois plus grand que la France, l'Etat d'Amazonas a pu limiter le déboisement à 2 % des terres ; les zones protégées, réserves indigènes et unités de conservation de toutes sortes couvrent 40 % de sa superficie. A titre de comparaison, on estime à près de 20 % la déforestation dans les Etats voisins du Pará et du Rondônia.

Ici, la forêt reste une ressource vitale, même si l'exploitation du bois ne fait que compléter les revenus de l'agriculture et de la pêche. *« Il faut renforcer les contrôles pour que notre production, légale, ne soit pas concurrencée par celle des bûcherons illégaux »,* insiste Israel, le président de l'association des habitants. Face à cet immense défi, les moyens de l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (Ibama) et de l'Institut de protection environnementale de l'Etat d'Amazonas (Ipaam) sont ridicules, malgré une réelle augmentation des crédits alloués. De ce fait, leurs actions sur le terrain ne peuvent être que symboliques. Mais, de toute façon, *« il est impossible de mettre un garde forestier derrière chaque arbre,* estime M. Kibler. *Il faut avant tout associer les populations locales. Préserver la forêt est une évidence au regard de la biodiversité. En revanche, empêcher toute exploitation est une idée à laquelle je ne crois pas. On ne pourra pas freiner l'extension du marché. Il s'agit de l'organiser, en encourageant des exploitations durables ».*

> « Impossible de mettre un garde forestier derrière chaque arbre »

PEUT-ON exploiter la forêt sans la détruire ? La question est plus que jamais à l'ordre du jour à Manaus, centre névralgique de l'Amazonas, où vivent deux millions de personnes, plus de la moitié de la population de cet Etat du nord-ouest du pays. Si la zone franche, créée voici quarante ans par la dictature militaire, a favorisé l'essor économique et démographique de la ville, elle n'a pas permis un développement équilibré de l'Etat dans son ensemble et a laissé en suspens les questions d'environnement.

Affilié au Parti du mouvement démocratique du Brésil (PMDB) et allié de M. Luiz Inácio Lula da Silva, le gouverneur Eduardo Braga s'est fait élire en 2002 sous la bannière de l'« écologie citoyenne et responsable ». En juin 2003, il déclarait au quotidien *Folha de São Paulo* : *« Si nous n'intégrons pas l'économie de cette région dans une perspective nationale, nous laisserons le champ libre à toutes sortes d'initiatives, dont l'achat de terres par les multinationales et l'exploitation de nos richesses naturelles. »* Néanmoins, il ne s'agissait pas pour lui d'*« empêcher l'arrivée du capital étranger »,* bien au contraire.

Dès sa prise de fonctions, M. Braga donne le ton par une série de réformes : il crée un secrétariat d'Etat à l'environnement et au développement durable, un autre à la science et à la technologie, ainsi qu'une Agence des forêts. Dans le même temps, il associe à son action les dirigeants des mouvements sociaux et les experts associatifs, à commencer par le Groupe de travail amazonien (GTA), puissant syndicat des travailleurs de la région, dans une stratégie qui rappelle celle du président Lula. Un ex-membre influent du syndicat des *seringueros* (3), M. Francisco Ademar Cruz, est ainsi chargé de la collecte des ressources naturelles de la forêt autres que le bois *(extrativismo)* pour le gouvernement de l'Amazonas.

Mesure-phare de ce vaste redéploiement politico-sémiologique, la création en 2003 de la zone franche verte. Elle a pour objectif de *« soutenir la production forestière, agropastorale et la pêche, de manière écologiquement adéquate, socialement juste et économiquement viable ».* Biologiste diplômé de Harvard et spécialiste du développement durable, l'éminence « verte » du gouverneur, M. Virgilio Viana, nous explique qu'*« il s'agit d'un composant central de la politique de l'Amazonas. Entre 2003 et 2007, la zone verte a permis une réduction de 67 % du déboisement, une croissance économique annuelle de 9 % et une augmentation du nombre de zones protégées de 135 %. Les résultats sont significatifs quant à la lutte contre la pauvreté, l'assainissement, l'éducation et le développement des infrastructures ».* Les plaquettes gouvernementales font état de dix millions d'hectares protégés, de mille nouveaux plans de gestion du bois, de plus de soixante mille emplois créés et de plus de cent mille producteurs ruraux « aidés ». Il est vrai que cette politique bénéficie de l'exceptionnelle croissance de l'Etat, due à la prospérité de la zone franche de Manaus.

Inspirée du modèle Bolsa Familia, le revenu minimum mis en place par Lula, Bolsa Floresta est l'un des programmes-clés de la zone franche verte. Il s'agit de rétribuer les populations locales chargées de préserver la forêt. Quatre mille foyers bénéficient ainsi de 50 reais mensuels (20 euros), somme significative compte tenu du niveau de vie dans cette région, et plus du double devraient en profiter dès la fin 2008.

Pour nombre d'acteurs associatifs, les démarches collectives et le travail communautaire au sein des unités de conservation sont bien fondés. En revanche, le premier et le plus visible des quatre volets de Bolsa Floresta, dédié aux familles, est accusé de développer l'assistanat. *« Une politique clientéliste adaptée au nouveau millénaire »,* relativise Carolina Ramos, une journaliste de São Paulo qui travaille à l'Institut Mamirauá.

M. Viana repousse fermement les critiques. *« Il s'agit du tout premier programme brésilien de rétribution des services environnementaux qui touche directement les communautés amazoniennes,* souligne-t-il. *Le but est double : la réduction des émissions de gaz à effet de serre causées par la déforestation, et l'amélioration des conditions de vie des habitants de la forêt. Bolsa Floresta s'inscrit dans les objectifs du millénaire pour les zones tropicales humides de l'Organisation des Nations unies* [ONU] *et Jeffrey Sachs, conseiller spécial de ce programme, l'a salué comme un exemple à suivre partout ! »*

Pour financer cette politique, le gouvernement d'Amazonas a dû mettre en place des incitations fiscales et un cadre légal. Votée le 5 juin 2007, la loi 3135 relative au changement climatique, à la préservation de l'environnement et au développement durable *« reconnaît et élargit les projets définis par le protocole de Kyoto »* (4). Afin d'encourager la participation privée, elle créait une *« certification dénommée "amis du climat et de la forêt amazonienne" »,* pour *« homologuer les entreprises adhérentes afin qu'elles puissent faire connaître leur engagement en faveur de la réduction de l'effet de serre et pour la lutte contre les changements climatiques ».*

Il s'agit donc de drainer les investissements dans le but de viabiliser la zone franche verte. Pour y parvenir, M. Viana met en œuvre une idée qui lui tient à cœur : vendre les crédits carbone (5) correspondant à des parcelles « potentielles » d'Amazonie en profitant de l'intérêt croissant pour l'écologie. Il avait testé ce projet, élaboré à partir des données de l'Institut national de recherche amazonienne (INPA), lors de la conférence sur le climat de Montréal (décembre 2005), en suggérant d'établir une facture de 70 millions d'euros à la charge de la « communauté internationale », Etats et entreprises, pour la préservation réussie de la forêt d'Amazonas.

M. Viana s'est, depuis, empressé de quitter son poste de secrétaire d'Etat du gouvernement d'Amazonas pour veiller aux destinées de la fondation Amazonas Sustentável, chargée de récolter ces futurs fonds de soutien.

> Coca-Cola, Nissan, boisson « light » et 4×4 écologique

AMAZONAS SUSTENTÁVEL, cofinancée à hauteur de 20 millions de reais (8 millions d'euros) chacun par l'Etat d'Amazonas et par la banque Bradesco, prévoit d'augmenter son capital en faisant appel au secteur privé. Bradesco a d'ores et déjà promis de verser 4,14 millions d'euros par an pendant cinq ans, à travers des *« produits bancaires, comme des titres de capitalisation, des fonds de pension, des fonds d'investissements... ».*

D'autres se sont manifestés : le 7 avril 2008, M. Bill Marriott, président de la fameuse chaîne hôtelière, signe un protocole d'accord à Washington avec M. Braga, pour investir 2 millions de dollars dans la réserve de Juma. De même, le groupe italien Yamamay, une des plus grandes chaînes de lingerie, a fait un don de 50 000 euros, avant d'annoncer son intention d'implanter des magasins au Brésil, en commençant par Manaus. Et ce n'est qu'un début si l'on en juge par les nombreux déplacements de MM. Braga et Viana en ce sens.

Interrogé sur le risque de privatisation d'une partie de la forêt, M. Viana rétorque que la fondation est *« une institution à but non lucratif, dédiée aux seuls services et produits environnementaux des zones protégées. (...) Conformément à la loi, nous avons l'obligation d'investir tous les revenus dans les plans de gestion. »* Et d'arguer qu'un cabinet d'audit privé, PricewaterhouseCoopers, vérifie tous les documents comptables.

* Journaliste.

(1) Le GRET bénéficie d'une équipe d'une dizaine de « locaux », d'un budget de 1,8 million d'euros, aux quatre cinquièmes financés par l'Union européenne, et d'un partenariat avec différentes institutions locales.

(2) L'idée de l'économie d'une forêt « sur pied » a fait son chemin, comme l'indique le quelque million d'hectares de cette unité de conservation inscrite dans le futur corridor écologique amazonien.

(3) Ouvriers chargés de la récolte du latex sur les hévéas.

(4) Sous l'égide de l'Organisation des Nations unies, le protocole de Kyoto, ouvert à ratification en 1998, est entré en vigueur en février 2005. Il entend lutter contre les changements climatiques par une action internationale de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

(5) Un crédit carbone équivaut à l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone. Un projet situé dans un pays en développement génère ces crédits s'il évite ou capture des émissions de CO_2. Par ce biais, les entreprises de pays développés, en particulier celles qui, en Europe, sont soumises à quota, peuvent « compenser » leurs émissions, voire les augmenter.

Printed for jf.kibler@wanadoo.fr from Le Monde diplomatique (Octobre 2008) at www.exacteditions.com. Copyright © 2008.

Selon la sous-secrétaire d'Etat à l'environnement Sila Mesquita, qui coordonnait le Forum social panamazonien dans les années 1990, avant de devenir une des collaboratrices de M. Viana en 2005, *« la création de cette fondation permet d'attirer les investissements. L'intérêt pour Marriott est de participer au maintien de la plus grande forêt tropicale, et donc à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il est normal que l'Etat d'Amazonas reçoive un retour sur ses investissements pour la protéger ! »* Ce qu'elle ne dit pas, c'est que Marriott n'a pas manqué d'utiliser cette action pour polir son image. Plus exemplaire encore : le Festival de cinéma environnemental créé par M. Braga avait pour principaux parrains, en 2007, Coca-Cola et Nissan, l'un vantant les mérites de sa formule *light* et l'autre les bienfaits de sa 4×4 écologique !

« La préservation de l'Amazonie devient réellement un business », se plaint Ademir Ramos, professeur d'anthropologie politique à l'université fédérale de Manaus et animateur d'un centre de recherche privé sur les « questions amazoniennes » : *« On monétise la forêt. Or, d'un point de vue éthique, on ne peut la réduire à un simple problème marchand. Les environnementalistes sont devenus les évangélistes de notre époque, animée par le catéchisme de la protection écologique adaptée à la globalisation. »* Et Ramos de pointer le conseil d'administration de la fondation Amazonas Sustentável, où siègent élus, syndicalistes, scientifiques et entrepreneurs privés.

La nomination à sa présidence de M. Luiz Fernando Furlán, ex-ministre du développement, du commerce et de l'industrie sous le premier mandat de Lula, roi de l'élevage en batterie et proche des grands groupes industriels, confirme les doutes sur les objectifs réels de l'organisation. Sitôt nommé, il déclarait d'ailleurs : *« Je suis un ex-entrepreneur, ingénieur de formation. Je ne suis pas écologiste. Je suis là pour le développement mondial de la fondation et, en même temps, pour faire savoir à toutes les communautés du Brésil et à l'étranger qu'un Etat montre l'exemple* (6). » Oui, mais lequel ?

« Il faut lutter avec les mêmes armes que nos ennemis »

« EN FAIT, *cette fondation réalise une double opération de marketing : les entreprises peuvent "blanchir" leur image et espérer en retirer à terme d'énormes revenus*, prédit M. Carlos César Durigan. *Lorsqu'il a quitté le gouvernement, Viana a envoyé une lettre pour saluer les vrais gardiens de la forêt, ses habitants. Mais ils ne reçoivent que des miettes via Bolsa Floresta alors que lui brasse des millions.* » Cet écologue qui dirige la fondation Vitória Amazônia, une association spécialisée dans l'éducation à l'environnement dont les locaux sont situés à Manaus, met en cause le fonctionnement *« très opaque »* de cette institution.

Au siège de Greenpeace, à Manaus, M. Paulo Adario se veut, pour sa part, pragmatique : *« Il faut lutter avec les mêmes armes que nos ennemis. »* Cette figure emblématique du mouvement écologique brésilien estime que *« la question centrale est celle de l'argent nécessaire à la protection des forêts tropicales, dans des pays confrontés à de grands défis démographiques et socio-économiques. Au Brésil, il suffit de comparer le poids des ministères de l'industrie ou de l'agriculture avec celui de l'environnement pour comprendre qui pèse vraiment ».* C'est sans doute l'une des raisons qui ont poussé vers la sortie, début mai 2008, la ministre de l'environnement Marina Silva, emblème de la lutte des syndicats de travailleurs amazoniens. A ce titre, elle était responsable du Programme de développement durable de l'Amazonie, resté au stade des bonnes intentions...

Soutenue par d'autres organisations non gouvernementales (ONG), Greenpeace a obtenu la création du programme Déforestation zéro – 416 millions d'euros par an jusqu'en 2015 – afin de mettre en place les infrastructures susceptibles de permettre une réelle protection de l'Amazonie : davantage de contrôle en amont, plus d'initiatives durables en aval. Pour que cette manne perdure, estime M. Adario, *« la mise à contribution de la "communauté internationale" à titre de compensation n'est pas stupide »*. Mais, *« le risque existe de brader les forêts des pays pauvres aux pays les plus riches. Il faut donc établir des quotas. En clair, lever assez de fonds sans permettre un mouvement d'"écoblanchiment" ».*

« Un ravalement de façade environnementaliste ! », tonne le biologiste américain Charles Clement. Membre depuis trente ans de l'Institut national de recherche amazonienne (INPA), où il s'est spécialisé dans l'étude des fruits, en particulier celui d'un palmier, le pupunha, il milite pour une décroissance sereine et réaliste. Sa phrase favorite : *« La seule partie du développement soutenable qui soit soutenable, c'est la rhétorique. C'est très cynique, je sais, comme Braga. Il y a beaucoup de paroles sur la conservation, mais il faut bien manger sa propre viande ! »* Comme un fait exprès, ce double discours s'affichait le jour même dans deux quotidiens amazoniens : *A Crítica* se félicitait en « une » que M. Braga ait reçu, le 14 avril 2008, à Séville, un prix et 30 000 euros – crédités à la fondation Amazonas Sustentável – pour son activité exemplaire en matière d'environnement ; la « une » du *Diário do Amazonas* annonçait, elle, que l'Amazonas investissait dans le bœuf.

Deux jours plus tard, un entrefilet suggérait que le gouverneur aurait reçu le soutien des lobbys agro-alimentaires durant sa campagne électorale. *« Braga résume bien la vie politique brésilienne*, lâche Durigan : *d'un côté, il crée des unités de conservation ; de l'autre, il laisse entrer le bétail. »* (7)

Si elle évoque elle aussi l'*« écoblanchiment »* avec un sourire entendu, Ana Paulina Aguiar Soares soulève des questions encore plus graves. Professeure à l'université fédérale de Manaus, après avoir quitté l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (Incra) en 1996, cette géographe proche du Mouvement des paysans sans terre (MST) termine une thèse sur l'action de l'Etat pour viabiliser les actions des entreprises privées dans la forêt.

Depuis 1999, ses recherches l'ont amenée à s'intéresser à la scierie Gethal, une société rachetée en octobre 2005 par le milliardaire suédois Johan Eliasch, propriétaire de l'équipementier sportif Head, conseiller « vert » du premier ministre britannique Gordon Brown (après avoir été vice-trésorier du Parti conservateur) et grand argentier de l'ONG Cool Earth. A l'en croire, les quelque cent soixante mille hectares situés en Amazonas furent acquis au titre de la préservation de l'environnement.

La bonne conscience de *« l'un des philanthropes verts de pointe »* selon *The Independent* ne doit toutefois pas masquer sa volonté de modifier le protocole de Kyoto, en permettant aux propriétaires de forêts préservées d'avoir (comme ceux qui reboisent actuellement) en compensation des permis d'émission de carbone, autrement dit des « droits de polluer » ailleurs que l'on peut monnayer. Début juin, M. Eliasch a été épinglé par les autorités brésiliennes pour l'abattage illégal de deux cent trente mille arbres !

« Le crédit carbone revient à privatiser la forêt au profit des entreprises internationales, reprend Aguiar Soares. *Sous couvert de protection de l'environnement, celles-ci deviennent propriétaires de parcelles. Que va-t-il se passer pour les habitants, les associations, les coopératives ? »* Le 25 mai 2008, M. Eliasch déclarait à *O Globo* qu'il est possible de s'offrir l'Amazonie pour 50 milliards de dollars. Cette idée a choqué le ministre de l'environnement brésilien Carlos Minc. Sans doute moins M. Braga. Dès 2006, ce dernier avait fourni une *« aide précieuse »* à M. Eliasch, qui déclarait alors : « *Tous les politiques se sont montrés extrêmement obligeants et ont parfaitement compris mon projet* (8). » Le tout dans un contexte général où de nombreux écologistes s'inquiètent de la nouvelle augmentation de la déforestation, tandis que l'Incra annonce que cinq millions et demi d'hectares de l'Amazonie sont désormais la propriété d'étrangers.

Brasília suit pourtant l'exemple de Manaus. Le 13 décembre 2007, au moment où se terminait la conférence de Bali (9), le gouvernement fédéral a lui-même levé des fonds sur la base du volontariat pour la conservation de l'Amazonie et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre (10). Ce qui n'a pas manqué d'irriter M. Braga : *« Les bénéfices du fonds crédit carbone seront-ils redistribués aux Etats et villes concernés ? »*

Chacun veut sa part du gâteau « écologique ». Le 1er août, le président Lula da Silva a finalement signé à Rio un décret créant le Fonds amazonien, qui pourra capter jusqu'à 14,7 milliards d'euros de dons d'ici à 2021. Géré par la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), et limité à 700 millions d'euros en 2009, il devrait financer des projets de préservation et de développement durable de la forêt amazonienne proposés par le ministère de l'environnement. Responsable du projet à la BNDES, M. Eduardo de Mello assure que les éventuels donateurs ne bénéficieront pas de contreparties telles que des exemptions d'impôts ou des crédits carbone. Des pays et des entreprises seraient d'ores et déjà intéressés.

Que va-t-il se passer pour les habitants, les associations, les coopératives ?

« L'*ENFERMEMENT de la lutte contre le changement climatique dans la question du carbone constitue une hérésie scientifique, une construction idéologique et économique. Derrière cette innovation écologique, la référence aux sciences et aux savoirs masque un jeu qui voit les scientifiques et les politiques participer aux progrès de la marchandisation »*, analyse Florence Pinton, sociologue à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), spécialiste des marchés émergents de la biodiversité (11). En effet, les intérêts privés détournent souvent les préoccupations environnementales à leur profit. *« On vit dans un monde ultra-libéral et on fournit les outils dont le capitalisme a besoin pour pénétrer au fin fond de la forêt. »*

JACQUES DENIS.

(6) *Amazonas em Tempo*, Manaus, 23 décembre 2007.

(7) Outre l'avancée des fronts pionniers des lobbys agricoles par le sud, l'Etat d'Amazonas est confronté à d'autres dossiers problématiques : parmi ceux-ci la liaison décidée entre Porto Velho et Manaus, où les uns défendent la route, synonyme de déforestation même si des mesures préventives sont d'ores et déjà envisagées, et d'autres la solution du train, plus chère. Nul n'évoque celle du réseau fluvial… Par ailleurs, le pacte pour la croissance accélérée prôné par le gouvernement fédéral s'appuie sur la construction de grands barrages hydroélectriques. Avec des conséquences néfastes sur la faune et la flore, comme le démontre l'exemple de la Balbina, qui noya deux mille cinq cents kilomètres carrés voici plus de vingt ans.

(8) http://amazonie.wordpress.com, 31 octobre 2006.

(9) Du 3 au 14 décembre 2007, la conférence de Bali sur le réchauffement climatique visait un nouvel accord mondial de réduction des émissions de gaz à effet de serre et un accord global dès la fin 2009 dans la préparation de l'après-Kyoto, en 2012.

(10) A cause des brûlis (75 % des émissions de gaz à effet de serre), le Brésil est le quatrième émetteur de carbone mondial.

(11) Auteure avec Catherine Aubertin et Valérie Boisvert de l'ouvrage *Les Marchés de la biodiversité*, IRD éditions, Paris, 2007.

A lire sur notre site

Complément d'informations inédit

http://www.monde-diplomatique.fr/2008/10/DENIS/16343

LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

Des lecteurs associés

RÉGIONS

AIN. Le 23 octobre, à 20 h 30, salle polyvalente de Grièges : projection du film de Denis Robert et Pascal Lorent, *Clearstream raconté à un ouvrier de chez Daewoo*. *(Tél. : 06-87-80-26-31 ; renedevos@orange.fr)*

ALÈS. Le 7 octobre, à 20 heures, à l'Ecole des mines : « L'Amérique latine à l'heure de la crise bolivienne », avec Maurice Lemoine. *(Tél. : 04-66-77-38-47 ; amd30@orange.fr)*

ANNECY. Le 3 octobre, à 20 heures, à la MJC d'Annecy-le-Vieux, rue des Carrés : « Elections présidentielles américaines : la fin des néoconservateurs ? ». Avec Frédéric Cotton, traducteur de Noam Chomsky et de Howard Zinn... *(Tél. : 04-50-64-10-88.)*

BELFORT. Le 9 octobre, à 20 h 30, à la Maison du peuple : « Le sarkozysme peut-il durer ? ». Avec Eric Hazan. *(Tél. : 03-84-30-35-73 ; Odile-Mangeot@wanadoo.fr)*

CARCASSONNE. Dans le cadre de « Neuf jours pour Haïti » organisé avec Les amis de Mona. Le 21 octobre, à 20 h 30, théâtre Na Loba de Pennautier : projection de *Haïti chérie*, en présence d'Anne Lescot et de Christophe Wargny. Le 22 octobre, à 20 h 30, salle Joë-Bousquet, à Carcassonne : « Haïti existe-t-elle ? », avec Christophe Wargny *(Tél. : 04-68-47-69-22 ; amd11@free.fr)*

CLERMONT-FERRAND. Le 4 octobre, à 17 heures, au café-lecture Les Augustes, 5, rue Sous-les-Augustins : « Un nouveau parti en Allemagne : Die Linke ». *(Tél. : 06-62-69-81-80 ; mavigue@yahoo.fr)*

DIJON. Le 11 octobre, à 14 heures, sur Radio Campus (92.2), « Vu du *Monde* ». Le 16 octobre, à 18 h 30, à la Maison des associations, rue des Corroyeurs : rencontre autour du *Diplo*. *(Tél. : 03-80-47-51-24 ; annie.munier-petit@laposte.net)*

DORDOGNE. Le 7 octobre, à 20 h 30, au Foyer municipal de Montpon-Ménestérol, rue Henri-Laborde : débat autour d'un article du *Monde diplomatique*. *(Tél. : 05-53-82-08-03 ; henri.compain@wanadoo.fr)*

GANGES. Le 9 octobre, à 20 h 30, salle des mariages : « Laïcité ou communautarisme, quel modèle social ? », avec Julien Landfried. Réunion-débat coorganisée avec Attac Cévennes Sud. *(Tél. : 04-66-77-38- 47 ; amd30@orange.fr)*

GRENOBLE. Au Tonneau de Diogène, 6, place Notre-Dame, à 20 h 30. Le 14 octobre : « La stratégie de choc ou la montée d'un capitalisme du désastre », avec Jean-Pierre Juy. Le 21 octobre : « Irradiation des aliments », avec Roland Desbordes. *(Tél. : 04-76-88-82-83 ; jacques.toledano@wanadoo.fr)*

LA ROCHE-SUR-YON. Le 11 octobre, à 10 h 15, au café L'Art en bar, esplanade Jeannie-Mazurelle : réunion des Amis et lecteurs. *(marcrondeau@wanadoo.fr)*

LILLE ET NORD. Le 7 octobre, à 19 heures, à Sciences Po, 84, rue de Trévise, Lille : projection de *La Marche des gueux* et débat avec Rajagopal (Ekta Parishad). Le 13 octobre, à 20 heures, scène nationale de La Rose des vents, boulevard Van-Gogh, à Villeneuve-d'Ascq : « L'Europe face à la crise des nationalités : le cas de la Belgique », avec Luc Beyer De Ryke et Dave Sinardet. Le 18 octobre, à 17 h 30, à l'Espace Marx, à Hellemmes : « Maxime Robinson, les marxistes et la question palestinienne », avec Sébastien Boussois, Françoise Germain-Robin et Ziad (représentant du FPLP). *(Tél. : 06-24-85-22-71 ; amdnord@yahoo.fr)*

METZ. Le 9 octobre, à 18 h 30, au Café Jehanne d'Arc, place Jeanne-d'Arc, « café-*Diplo* » : « La disneylandisation du monde ». *(Tél. : 03-87-76-05-33 ; pollmann@univ-metz.fr)*

MONTPELLIER. Salle Guillaume-de-Nogaret (espace Pitot), à 20 h 30, en association avec Eurasia. Le 6 octobre : « Relations Tibet-Chine-Occident : quels enjeux géopolitiques ? », avec Jean-Paul Desimplaere. Le 7 octobre : « Le bouddhisme tibétain entre mythe et réalité », avec Elisabeth Martens. *(Tél. : 04-67-96-10-97.)*

NICE. Le 14 octobre, à 18 h 30, à la faculté des lettres (salle à préciser) : projets pour l'année à venir et commentaires sur les derniers numéros du *Diplo (Tél. : 04-93-58-38-20.)*

PAU. Le 23 octobre, à 20 heures, au Kiosque, rue de la République : rencontre avec Denise Urcelay-Maragnès sur le thème « Les volontaires cubains dans la guerre d'Espagne, une participation méconnue » ; débat animé par Jacqueline Roussie, qui abordera également les questions de l'actualité des solidarités internationales. En partenariat avec le Mouvement pour la paix. *(Tél. : 05-59-04-22-61 ; p.arrabieaubies@no-log.org)*

POITIERS. Le 7 octobre, à 20 h 30, à l'IUFM de Poitiers, 40, avenue du Recteur-Pineau : rencontre avec Jennifer Pitts autour de son ouvrage *Naissance de la bonne conscience coloniale. Les libéraux français et britanniques et la question impériale (1770-1870)* (L'Atelier). *(Tél. : 05-49-41-16-37 ; dominique.leblanc@wanadoo.fr)*

TOULOUSE. Les AMD Toulouse se réunissent tous les 1er jeudis du mois, salle de la mairie, place du Casino-du-Pont-des-Demoiselles ; prochaine réunion, le 2 octobre, à 20 h 30. Le 20 octobre, à 20 h 30, au café des Facultés, 6, place du Peyrou : « Travailleurs et migrants sans papiers ». Le 23 octobre, à 20 h 30, salle du Sénéchal, 17, rue de Rémusat, soirée-formation Attac - AMD Toulouse : « La présidence française de l'Union européenne ». Avec Jean Tosti, membre du conseil d'administration d'Attac France. *(Renseignements : 05-61-80-54-66 ; amdtoul@free.fr)*

TOURS. Le 8 octobre, à 13 heures, sur Radio Béton (93.6) ; présentation du *Diplo* du mois par Philippe Arnaud. Le 9 octobre, à 20 heures, au cinéma Les Studios, rue des Ursulines, ciné-débat : « Quelles mémoires de la guerre d'Espagne ? », avec Jean Ortiz. Le 10 octobre, à 20 h 30, association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : « Quels rapports entretenir avec la Russie ? ». Le 16 octobre, à 20 heures, au cinéma Les Studios, ciné-débat : « Comment résister à l'américanisation de l'Europe ? », avec Edouard Husson. *(Tél. : 02-47-27-67-25.)*

PARIS ET BANLIEUE

SEINE-ET-MARNE. Le 9 octobre, à 20 heures, au café de la médiathèque L'Astrolabe, île Saint-Etienne, 25, rue du Château, à Melun : « Chine-Inde : la course du dragon et de l'éléphant », avec Martine Bulard. Le 24 octobre, à 20 heures, à la mairie de Bois-le-Roi, avenue Paul-Doumer : « L'eau, bien privé, bien public ? », avec Jean-Luc Touly. Avec le soutien d'Attac 77 Sud et de l'association AVABLR. *(Tél. : 01-60-66-35-92 ; amd77@wanadoo.fr)*

YVELINES. Le 18 octobre, à 17 heures, à la mairie de Versailles, salle Clément-Ader, rencontre avec l'historienne Laurence De Cock, du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH), pour l'ouvrage collectif : *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France* (Agone). *(Tél. : 06-07-54-77-35 ; eveleveque@wanadoo.fr)*

HORS DE FRANCE

BRUXELLES. Dans le cadre du Festival des libertés, le 20 octobre, de 19 h 45 à 22 heures, place Flagey, soirée-débat autour de la projection du documentaire *HF6*. Avec Patrick Leboutte et Pauline Forges. *(Renseignements : amdb@skynet.be ; 00-32-2-231-01-74.)*

GENÈVE. Le 14 octobre, à 19 heures, au café Gervaise, 4 *bis*, boulevard James-Fazy : « Le loup oublié de Machiavel » ; débat autour du texte de Jacques Derrida (*Le Monde diplomatique*, septembre 2008). *(amidiplosuisse@hotmail.com)*

LIÈGE. Le 2 octobre, à 19 h 30, au centre culturel du Beau-Mur, 48, rue du Beau-Mur, soirée-débat autour de la question du Tibet ; avec Jean-Paul Desimplaere. *(Renseignements : 00-32-4-952-672-24 ; amdlg@teledisnet.be)*

LUXEMBOURG. Le 21 octobre, à 19 heures, au centre culturel de rencontre - abbaye de Neumünster (salle A 21), 2, rue Münster : « Nucléaire civil, nucléaire militaire : actualité, enjeux et résistances » ; avec Xavier Renou et Lionel Cavicchioli. Coorganisé par Attac Luxembourg, en collaboration avec Greenpeace Luxembourg et avec le soutien du centre culturel de rencontre - abbaye de Neumünster. *(Tél. : [+352] 25-20-26 ; herold.luxembourg@yahoo.fr)*

MONTRÉAL. Le 21 octobre, à 19 heures, au cégep du Vieux-Montréal, 255 Ontario-Est (salle 8-130) : « Nos libertés assiégées », avec Martine Eloy et Dominique Peschard de la Ligue des droits et libertés, et Martin Faucher du Conseil québécois du théâtre. *(Tél. : 514-273-0071 ; dreault@cooptel.qc.ca)*

NAMUR. Le 4 octobre, à 9 h 30, au Cinex, 84, rue Saint-Nicolas : journée préparatoire du Rassemblement des résistances innovantes. *(Tél.-fax : 02/23-01-74 ; Rri-amdb@skynet.be)*

1-3, avenue Stephen-Pichon – Tél. : 01-53-94-96-66
www.amis.monde-diplomatique.fr

Printed for jf.kibler@wanadoo.fr from Le Monde diplomatique (Octobre 2008) at www.exacteditions.com. Copyright © 2008.